

OUYAHIA :

«Abassi Madani veut provoquer le printemps algérien»

Dans la journée du jeudi dernier, le secrétaire général du RND, M. Ahmed Ouyahia a animé un meeting au niveau du stade de Sidi-Bel-Abbès qui a drainé une importante foule de militants, sympathisants et curieux, venus écouter les grandes lignes de son programme.

Abordant le volet de la situation de l'Algérie, M. Ouyahia a fustigé le leader de l'ex-parti du FIS dissous en 1992, en l'occurrence Abassi Madani. Il déclarera Abassi Madani ne fait que s'égosiller à partir du Qatar pour inciter les populations à provoquer un printemps algérien. Mais de printemps algérien, il n'y en aura pas car le peuple est maintenant plus conscient.

Ce dernier dira-t-il a déjà vécu une révolution armée en 1954 avec le déclenchement de la guerre contre le colonialisme et deux printemps en 1962 et 1980. Abassi

Madani, ajoutera-t-il, a appelé au boycott des élections tout en incitant à la désobéissance civile, cet appel sera, il est certain, ignoré par le peuple algérien car conscient que l'Algérie a vécu des expériences douloureuses et continue toujours à panser ses plaies.

L'orateur saisira l'occasion pour rendre hommage aux 11 jeunes enseignantes égorgées froidement par les terroristes le 27 septembre 1997 à Aïn Aden dans la daïra de Sfisef (SBA) alors qu'elles rentraient de leur travail. Votez massivement, incitera-t-il en s'adressant



Photo : Samir Sid

Ouyahia appelle les citoyens à voter pour préserver la stabilité sociale.

au peuple pour barrer la route à ceux qui caressent l'espoir d'islami-

ser un jour l'Algérie. Abordant les grandes lignes de son programme,

le SG du RND dira que c'est son parti qui a encouragé le développement pour faire avancer le plan quinquennal et consolider l'action de développement pour permettre au pays d'avancer.

Il ajoutera : «Nous avons encouragé le développement des Hauts-Plateaux et des régions du sud. Nous prendrons en charge les pré-occupations des jeunes et nous veillerons à l'application du programme du président de la République pour la mise en place d'une économie nationale compétitive, faire prospérer l'Algérie et lui garantir la stabilité sociale. Votez, votez, pour préserver la sécurité et la stabilité d'une Algérie encore plus forte et fidèle à son peuple.»

A. M.

RELIZANE

Le président de l'ANR appelle l'assistance à soutenir son candidat

Attendu ce jeudi à 17h00 à la salle des fêtes du chef-lieu de wilaya, le président de l'Alliance nationale républicaine, a fait son apparition sous les youyous. Belkacemi Salhi, secrétaire général de l'ANR a animé un meeting à la salle des fêtes sus-évoquée.

C'est devant une affluence nombreuse, une salle pleine à craquer dont des femmes, que Belkacem Salhi a pris la parole en présentant le programme de son parti. Son intervention était sur plusieurs points dont le problème de la jeunesse, le chômage, le soutien à l'investissement et la création de postes d'emploi, l'agriculture et le développement du pays.

Présentant son candidat, il a indiqué que son parti a fait le bon choix en cette personne (tête de liste) qui est originaire de la wilaya de Relizane et jouit de l'estime de la population par sa compétence et sa popularité.

A l'issue de son intervention, Belkacem Salhi n'a pas manqué d'appeler les citoyens à se rendre en masse aux urnes le 10 mai prochain comme lors de la présidentielle de 1995 et soutenir le candidat de son parti.

A. Rahmane

AMARA BENYOUNÈS À BÉJAÏA :

«Il est inadmissible que le terrorisme soit vaincu partout sauf en Kabylie»

S'exprimant devant ses sympathisants et militants à l'occasion d'un meeting électoral à Béjaïa, le secrétaire général du Mouvement populaire algérien(MPA), Amara Benyounès, a jugé «inadmissible que le terrorisme soit vaincu partout sauf en Kabylie».

«Il faut demander au pouvoir pourquoi les trois wilayas de Kabylie, Tizi Ouzou, Boumerdès et Bouira continuent à souffrir du terrorisme alors que les autres régions longtemps infectées de terroristes ont été nettoyées», a indiqué Amara Benyounès qui estime que «le temps est venu de faire le bilan de la lutte anti-terroriste». Le patron de l'ex-UDR, qui pointe du doigt la responsabilité de l'Etat dans cette situation d'insécurité dans la région, ajoute dans la foulée que le pouvoir

doit mettre tous les moyens nécessaires pour venir à bout du terrorisme en Kabylie. S'agissant toujours du volet sécuritaire, Amara Benyounès est revenu sur le phénomène de la délinquance qui constitue une menace permanente pour les citoyens. «Il est inacceptable de voir des délinquants aux portes des lycées, des collèges, des universités et dans les stades sans aucune réaction dans un pays où le nombre de policiers dépasse de loin celui des pays arabes», s'insurge l'orateur

qui promet de mettre un terme à ce phénomène d'insécurité si jamais il accède au pouvoir. «Je m'engage à régler les problèmes de la violence et du terrorisme car nous avons la volonté politique pour le faire», martèle-t-il. Pour y parvenir Amara Benyounès plaide pour un véritable projet économique qui prendra en charge les préoccupations de la population et redonnera espoir aux jeunes. «Un pays aussi riche que le nôtre mais dont la population vit dans le marasme et la pauvreté», s'indigne Amara Benyounès qui fait remarquer sur sa lancée que l'argent du pétrole sert plus à apaiser le front social à chaque protestation. «En

Libye, on dit zenga, zenga, chez nous c'est plutôt banca, banca à chaque manifestation pour calmer la rue», ironise-t-il. Amara Benyounès a également mis l'accent sur l'importance du prochain scrutin qui constitue, selon lui, «le seul moyen pour le changement dans le pays». «Avec vous ou sans votre vote, des candidats seront élus le 10 mai car il n'y a pas de seuil éliminatoire alors ne laissez pas les autres décider à votre place», lance l'orateur dans son appel à «un vote massif en faveur de celui ou celle à même de défendre vos aspirations au Parlement» a-t-il déclaré en substance.

A. K.

MOUSSA TOUATI AFFIRME QUE LA FRAUDE A COMMENCÉ

«Le rapport de l'UE sera un moyen de pression sur nos dirigeants»

Moussa Touati, le chef du FNA (Front national algérien) pense que l'Union européenne utilisera le rapport sur la fraude des élections législatives du 10 mai comme moyen de pression sur les dirigeants algériens. Deux faits l'ont convaincu.

En premier lieu, le patron du FNA, qui a animé un meeting électoral jeudi à Boumerdès, estime que la fraude a commencé avec les agréments distribués à tout va à des partis politiques sans ancrage.

D'après lui, c'est une opération visant à noyauter la scène politique. En la matière, cette analyse ne diverge pas avec les réserves émises par les opposants à ces élections. «Je crois que la fraude a débuté il y a longtemps. Le fait

d'agréer des partis politiques en 24 heures est une fraude. Est-il normal qu'un parti politique qui a été créé en 24 heures couvre les 48 wilayas ? Est-il normal que le ministre de l'Intérieur rejette la transcription des sigles des partis politiques sur les bulletins de vote au motif que les candidats libres n'en ont pas ? Qui sont ces candidats libres ?» finit-il par s'interroger à la suite de notre question à l'issue de son meeting.

Pour Touati, le régime a mis tous les atouts politiques et logistiques en mains pour remporter ces élections. Selon lui, le Premier ministre qui est le président de la commission gouvernementale de l'organisation des élections, se comporte, lors de ses sorties électtorales au profit de son parti, comme le chef de l'Etat et dispose de tous les moyens de l'Etat.

Le numéro un du FNA, qui, rappelons-le, a fait l'objet, au début de l'année en cours, d'une tentative de redressement, à Boumerdès, pour le dégommer de son poste, est certain que le pouvoir domine dès à

présent le futur Parlement. «Ce qui lui permet d'imposer le statu quo.» La seconde remarque de Touati, très pertinente par ailleurs, se rapporte au changement du plan de charge des agents missionnés par l'Union européenne aux fins de suivre le processus électoral.

Pour Touati, cette précision sur la mission n'est pas innocente. Il le fait savoir. «Ils (les dirigeants algériens ndlr) ont invité des instances chargées de suivre le déroulement des élections mais l'observation ne signifie pas le contrôle. Les observateurs constateront et établiront des rapports, sans plus. Ces rap-

ports aboutiront entre les mains des responsables politiques des Etats de ces observateurs. Leurs gouvernements les utiliseront par la suite comme moyens de marchandage et de pression sur l'illégitimité de nos dirigeants, permettant aux partenaires de l'Algérie qui en disposeraient, d'arracher de contrats juteux.» Dressant un tableau politique sombre fait de répression et de corruption, Touati appelle néanmoins à un vote massif le 10 mai prochain. Le chef du FNA veut transformer ces élections en un référendum contre le régime.

Abachi L.

LA LADDH DÉNONCE UNE GRAVE VIOLATION DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Trois ans de prison requis contre le militant Abdelkader Kherba

Arrêté le 18 avril 2012, alors qu'il assistait «en observateur à une grève des travailleurs de la justice», selon la Ligue algérienne des droits de l'Homme, le militant Abdelkader Kherba a été condamné, ce jeudi, à trois ans de prison ferme par le parquet de Sidi M'hamed.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public le 26 avril 2012, la Ligue algérienne des droits de l'Homme (LADDH), version Nouredine Benissad, qualifie l'arrestation et la condamnation à la

prison ferme de son militant Abdelkader Kherba d'une «grave violation des libertés individuelles et collectives».

Des notions de liberté qu'assure pourtant «la Constitution et notamment l'article 33 qui stipule que la défense par voie individuelle ou à travers une association des droits fondamentaux de l'homme et des libertés individuelles et collectives est garantie», est-il noté dans le communiqué. Selon la LADDH, Abdelkader Kherba a été arrêté le 18 avril 2012, puis «présenté au parquet qui a retenu contre lui : incitation directe à attroupement, entrave au fonctionnement d'une institution et

usurpation de fonction». Il a été placé, souligne la LADDH, le jour même, sous contrôle judiciaire à la prison de Serkadji, conformément aux procédures de flagrant délit. Or, dans de pareils cas, explique la ligue, les procédures de flagrant délit supposent un jugement aussitôt après l'arrestation.

Dans son cas, Abdelkader Kherba a passé une semaine en prison avant d'être jugé, ce jeudi, au tribunal de Sidi M'hamed, où le procureur a requis contre lui trois ans d'incarcération ferme et une amende.

La LADDH, qui relève d'abord que les chefs d'inculpation ne sont pas fondés,

explique que les avocats de Abdelkader Kherba ont beaucoup insisté lors du procès sur le fait que «la présence du militant sur les lieux de la grève, en tant qu'observateur, est survenue deux semaines après son début, ce qui exclut l'incitation à attroupement». D'ailleurs, soutient-elle, «les conditions d'un attroupement ne sont même pas fondées».

Enfin, pour la Ligue algérienne des droits de l'Homme, qui a fait savoir que l'affaire a été ajournée au 3 mai 2012, tout porte à croire que le militant Abdelkader Kherba «a été emprisonné pour ses opinions».

M. M.